



Démantèlement de la Yougoslavie, Recolonisation de la Bosnie-Herzégovine

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 22 mars 2009

22 mars 2009

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

À l'occasion du dixième anniversaire des bombardements en Yougoslavie, nous éditons cet article rédigé en 2002. (Mondialisation.ca)

Quand les forces américaines et celles de l'OTAN ont ramené la paix en Bosnie au bout du fusil, la presse et la classe politique se sont émues de la noblesse de l'intervention occidentale dans l'ex-Yougoslavie qui venait, bien que trop tardivement, de mettre fin aux massacres ethniques et aux violations des droits de la personne. Au moment de conclure les *accords de paix de Dayton* en novembre 1995, l'Occident était impatient de redorer son blason en tant que sauveur des Slaves méridionaux et de se mettre au travail afin de reconstruire les nouveaux «Etats souverains».

Mais, selon un modèle qui a fait ses preuves, l'opinion publique occidentale fut astucieusement induite en erreur. On l'a persuadée, comme en témoignent les écrits de l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Yougoslavie, *Warren Zimmermann*, que le sort des Balkans était le fruit d'un «nationalisme à outrance», le résultat inévitable de tensions ethniques et religieuses profondément ancrées dans l'histoire. On parla aussi de l'épreuve de force qui se jouait dans les Balkans, de l'affrontement entre personnalités politiques, notamment *Tudjman* et *Milosevic*, en train de tailler en pièces la Bosnie-Herzégovine.

Toute une batterie d'images et d'analyses complaisantes ont fait perdre de vue les causes économiques et sociales du conflit. La grave crise économique qui avait précédé la guerre civile a été reléguée aux oubliettes. Les intérêts stratégiques de l'Allemagne et des Etats-Unis à jeter la base de la désintégration de la Yougoslavie sont occultés, tout comme le rôle des créanciers extérieurs et des institutions financières internationales. Pour les médias du monde entier, les puissances occidentales n'ont aucune responsabilité dans l'appauvrissement et la destruction d'une nation de 2,4 millions d'habitants.

Mais par la domination qu'elles exercent sur le système financier mondial, les puissances occidentales ont contribué, en poursuivant leurs intérêts stratégiques nationaux et collectifs, à asservir l'économie yougoslave et à raviver les conflits ethniques et sociaux du pays. C'est maintenant au tour des Etats issus d'une Yougoslavie ravagée par la guerre d'être à la merci des milieux financiers internationaux.

Tandis que l'attention du monde était rivée sur les mouvements de troupe et les cessez-le-feu, les institutions financières internationales s'affairaient à récolter la dette extérieure de l'ex-Yougoslavie auprès de ses Etats restants, tout en s'assurant de transformer les Balkans en un paradis de la libre entreprise. Une fois la paix obtenue en Bosnie sous les canons de

l'OTAN, l'Occident dévoila à la fin de 1995 un programme de «reconstruction» qui dépouilla de sa souveraineté ce pays brutalisé à un degré sans précédent en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce programme consistait pour ainsi dire à placer le territoire divisé de la Bosnie sous l'occupation militaire de l'OTAN et l'administration de l'Occident.

Une Bosnie néocoloniale

S'appuyant sur les accords de Dayton qui ont créé une «constitution» bosniaque, les Etats-Unis et leurs alliés européens ont établi en Bosnie une administration authentiquement coloniale. Elle était dirigée par leur haut représentant, *Carl Bildt*, ancien premier ministre suédois et porte-parole de l'Union européenne aux pourparlers de paix touchant la Bosnie. Bildt a été revêtu des pleins pouvoirs exécutifs dans toute affaire civile, avec droit de passer outre aux objections des gouvernements tant de la Fédération bosniaque que de la République Srpska ou des Serbes de Bosnie. Pour mettre les choses au clair, il est prévu dans les accords que «le haut représentant est l'autorité» sur place «en ce qui concerne l'interprétation des accords». Il agit en liaison étroite avec le haut commandement militaire de la Force multinationale de mise en œuvre de la paix (IFOR) ainsi qu'avec les créanciers et donateurs.

Le Conseil de sécurité de l'ONU avait aussi nommé un «commissaire» qui devait, sous les ordres du haut représentant, diriger une police civile internationale. L'Irlandais *Peter Fitzgerald*, doté d'une expérience dans le maintien de l'ordre pour le compte de l'ONU en Namibie, au Salvador et au Cambodge, est nommé à la tête d'environ 1700 policiers provenant de 15 pays. [...]

La nouvelle «Constitution» qui figure en annexe aux accords de Dayton remet les rênes de la politique économique aux institutions de Bretton Woods et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), dont le siège social se trouve à Londres. La «Constitution» exige que le premier gouverneur de la Banque centrale bosniaque soit désigné par le FMI et, comme le haut représentant, il «ne peut être un citoyen de la Bosnie-Herzégovine ni d'un Etat voisin».

Sous le régime du FMI, la Banque centrale n'a pas le droit de fonctionner comme... banque centrale: «Pendant six ans [...], elle ne peut accorder de crédits par création monétaire, opérant à cet égard comme un simple institut d'émission.» La Bosnie ne peut non plus avoir sa propre monnaie (ne pouvant émettre de monnaie qu'avec l'aval d'une devise étrangère) et elle ne peut mobiliser ses ressources internes. Autrement dit, sa capacité d'autofinancer sa propre reconstruction au moyen d'une politique monétaire indépendante est limitée d'entrée de jeu.

Tandis que la Banque centrale est placée sous la tutelle du FMI, la BERD prend charge de la Commission des entreprises publiques qui dirige depuis 1996 les opérations de toutes les entreprises du secteur public bosniaque: l'énergie, l'eau, la poste, les télécommunications, le transport, usw. Le président de la BERD nomme le responsable de cette commission et veille à la restructuration du secteur public, c'est-à-dire à la vente des actifs de l'Etat, des entreprises à propriété sociale et des coopératives. La Commission est également responsable des appels d'offres pour tous les projets d'investissement à long terme. [...]

La révolution en douceur du conseil de sécurité nationale

Multiethnique et socialiste, la Yougoslavie a déjà constitué une puissance industrielle

régionale et une réussite économique. Dans les deux décennies précédant 1980 son produit intérieur brut (PIB) augmentait en moyenne de 6,1% par année, les soins médicaux étaient gratuits, son taux d'alphabétisation atteignait 91% et l'espérance de vie était de 72 ans. Mais après 10 années d'ingérence occidentale et de désintégration causée par la guerre, le boycott et l'embargo, les Etats issus de l'ex-Yougoslavie se sont trouvés en piètre situation économique, leur secteur industriel ayant été démantelé.

L'implosion de la Yougoslavie est causée en partie par les machinations des Etats-Unis. Malgré le non-alignement de Belgrade et ses bonnes relations commerciales avec la Communauté européenne comme avec les Etats-Unis, l'administration Reagan avait pris pour cible l'économie yougoslave dans un décret secret [secret-sensitive] du conseil de sécurité nationale en 1984 (NSDD 133), portant sur la politique des Etats-Unis touchant la Yougoslavie. Une version censurée de ce document rayé de la liste des documents secrets en 1990 s'inspirait largement d'un décret de 1982 (NSDD 64) concernant l'Europe de l'Est. Ce dernier préconisait de «redoubler d'efforts afin de promouvoir une révolution en douceur qui renverserait gouvernements et partis communistes» à travers la réintégration de ces pays dans une économie de «libre marché».

Les Etats-Unis s'étaient joints aux autres créanciers internationaux de Belgrade pour imposer un premier ensemble de réformes macroéconomiques en 1980 peu avant la mort du maréchal *Tito*. Le ton de la restructuration était alors donné. Les tendances sécessionnistes alimentées par les divisions ethniques et sociales ont pris de l'ampleur au moment où la population yougoslave était brutalement appauvrie. Les réformes économiques «ont semé le désordre économique et politique. [...] Le ralentissement de la croissance, l'accumulation de la dette extérieure et, en particulier, le coût du service de cette dette de même que la dévaluation ont fait chuter le niveau de vie du citoyen moyen [...]. La crise économique minait la stabilité politique [...] et menaçait aussi d'attiser les tensions ethniques.»

Ces réformes, accompagnées par la conclusion avec des créanciers officiels et commerciaux d'ententes sur la restructuration de la dette, ont également affaibli les institutions de l'Etat fédéral et provoqué des divisions politiques entre Belgrade et les gouvernements des républiques et des provinces autonomes. «Le premier ministre [fédéral] *Milka Planinc*, qui était censé mettre le programme en application, a dû promettre au FMI une hausse immédiate du taux d'escompte et prendre bien d'autres engagements devant le train de mesures à la Reagan [...]» Tout au long des années 1980 le FMI et la Banque mondiale ont prescrit à tour de rôle de nouvelles doses de leur amère «médecine économique», jusqu'à ce que l'économie yougoslave tombe peu à peu dans le coma.

Dès le début, les programmes successifs parrainés par le FMI ont accéléré la désintégration du secteur industriel yougoslave. Après la première salve de réformes macroéconomiques en 1980 la croissance industrielle a dégringolé, passant de 2,8% au cours de la période 1980-1987 pour plonger à zéro en 1987-1988 et enfin reculer de 10% en 1990. Le processus s'est accompagné du démantèlement graduel de l'Etat-providence, avec toutes ses conséquences sociales prévisibles. Entre-temps, les ententes sur le rééchelonnement de la dette ont fait gonfler cette dernière, tandis que la dévaluation obligée de la monnaie faisait baisser le niveau de vie des Yougoslaves.

A l'automne de 1989, juste avant la chute du mur de Berlin, le premier ministre yougoslave *Ante Markovic* s'est rendu à Washington pour conclure avec le président *George Bush* les négociations touchant un nouveau programme d'aide financière. En échange, la Yougoslavie

s'engageait à accomplir des réformes économiques encore plus conséquentes, notamment à dévaluer de nouveau sa monnaie, à geler une fois de plus les salaires, à faire des coupes claires dans les dépenses gouvernementales et à supprimer les entreprises à propriété sociale gérées par les travailleurs.

Avec l'aide de ses conseillers occidentaux, la nomenklatura de Belgrade avait préparé le terrain pour la mission de Markovic en mettant déjà en œuvre plusieurs des réformes exigées, y compris une vaste libéralisation des lois touchant l'investissement étranger.

La «thérapie de choc» est efficace

La «thérapie de choc» fut appliquée à partir de janvier. Même si l'inflation avait déjà amputé les salaires, le FMI ordonna qu'ils soient gelés à leur niveau de la mi-novembre 1989. Pendant que les prix poursuivaient leur ascension, les salaires réels chutaient de 41% au cours des six premiers mois de 1990.

Le FMI avait le contrôle effectif de la Banque centrale yougoslave. Sa politique monétaire restrictive réduisit encore l'aptitude du pays à financer ses programmes économiques et sociaux. Alors que les recettes de l'Etat auraient dû servir aux paiements de transfert aux républiques, elles furent employées au service de la dette de Belgrade envers les *Clubs de Paris* et de *Londres*. Les républiques étaient abandonnées à leur sort. Le programme économique fut lancé en janvier 1990 en vertu d'un accord stand-by (SBA) du FMI et d'un prêt à l'ajustement structurel (PAS II) de la Banque mondiale. Les compressions budgétaires exigeant d'orienter les recettes fédérales vers le service de la dette aboutirent à la suspension des paiements de transfert de Belgrade aux gouvernements des républiques et des provinces autonomes.

Les réformateurs avaient en quelque sorte provoqué l'effondrement de la structure financière fédérale de la Yougoslavie et blessé à mort ses institutions politiques. Une fois sectionnées les artères financières entre Belgrade et les républiques, les réformes ont contribué à alimenter les tendances sécessionnistes, tant par les facteurs économiques que par les divisions ethniques, ce qui assurait la sécession de facto des républiques. La crise budgétaire suscitée par le FMI avait provoqué un «fait accompli» économique qui a facilité la sécession officielle de la Croatie et de la Slovénie en juin 1991. (pp. 249)

De source officielle, on sait qu'en 1989 il y a eu 248 entreprises mises en faillite ou liquidées et 89 400 travailleurs licenciés. En 1990, au cours des neuf premiers mois suivant l'adoption du programme du FMI, 889 autres entreprises réunissant une main-d'œuvre de 525 000 travailleurs ont été soumises à la procédure de faillite. Si bien qu'en moins de deux ans, le fameux «mécanisme de sortie» de la Banque mondiale a entraîné (en vertu de la Loi sur les opérations financières) 614 000 licenciements sur un total de l'ordre de 2,7 millions de travailleurs. Ces faillites et licenciements se sont surtout concentrés en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine et au Kosovo.

Beaucoup d'entreprises à propriété sociale tentèrent d'éviter la faillite en imposant un gel sur le paiement des salaires. Un demi million de travailleurs, soit environ 20% de la main-d'œuvre industrielle, n'ont pas été rémunérés au cours des premiers mois de 1990 afin de satisfaire aux exigences des créanciers découlant des dispositions de la Loi sur les opérations financières. Les salaires réels étaient en chute libre, les programmes sociaux s'étaient effondrés. Avec la faillite de pans entiers de l'économie nationale, le chômage était devenu endémique, semant le désespoir dans la population. (pp. 253)

L'apparition simultanée de milices loyales aux leaders sécessionnistes ne fit que précipiter la descente dans l'abîme. Ces milices (financées en sous-main par les Etats-Unis et l'Allemagne) et l'escalade de leurs atrocités ont non seulement suscité le clivage ethnique de la population mais également contribué à fragmenter le mouvement ouvrier.

L'«aide» occidentale

Les mesures d'austérité avaient jeté les bases de la recolonisation des Balkans. La question de savoir s'il fallait pour cela démembrer la Yougoslavie faisait l'objet de discussions entre les puissances occidentales, l'Allemagne s'agitant en faveur de la sécession et les Etats-Unis, par crainte d'ouvrir la boîte de Pandore du nationalisme, préconisant à l'origine le maintien de la fédération yougoslave.

En Croatie, après la victoire décisive de Franjo Tudjman et du parti de droite, l'Union démocratique au mois de mai 1990, le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, qui était en contact presque quotidien avec son homologue de Zagreb, a donné son aval à la sécession de la Croatie. Loin de soutenir la sécession de façon passive, l'Allemagne «avait contribué à accélérer le processus diplomatique» en mettant la pression sur ses alliés occidentaux pour reconnaître la Slovénie et la Croatie. L'Allemagne exigeait de ses alliés d'avoir le champ libre «pour maintenir sa domination économique sur toute l'Europe centrale». (p. 254)

En Croatie, le gouvernement du président Franjo Tudjman dut signer dès 1993, en pleine guerre civile, une entente avec le FMI. En retour de nouveaux prêts destinés principalement au service de la dette extérieure de Zagreb, Tudjman accepta de nouveau de fermer ou de mettre en faillite des usines et de réduire considérablement les salaires. Le taux de chômage officiel passa de 15,5% en 1991 à 19,1% en 1994. (p. 258)

Une fois les bombardements terminés, en juin 1999, le Kosovo s'est vu imposer des «réformes de libre marché» semblables à celles négociées dans le cadre de l'Accord de Rambouillet, lesquelles s'inspiraient notamment des Accords de Dayton imposés à la Bosnie. Le premier article de l'Accord de Rambouillet (chapitre 4a) prévoit que «l'économie du Kosovo devra fonctionner conformément aux principes du libre marché». (p. 59)

Au même moment, à Pristina, les banques de l'Etat yougoslave fermaient leurs portes. Le mark allemand (et plus tard l'euro) devenait la monnaie légale et la presque totalité du système bancaire kosovar passait aux mains de la Commerzbank allemande qui prenait le contrôle de toutes les opérations bancaires de la province, y compris les transferts d'argent et les transactions en devises étrangères.

Les richesses minières du Kosovo vendues à vil prix

Sous l'occupation militaire occidentale, la richesse minière et houillère du Kosovo passe à vil prix aux mains du capital étranger. Dès avant les frappés aériennes, des investisseurs occidentaux avaient les yeux rivés sur l'immense complexe minier de Trepca, «la richesse la plus précieuse des Balkans, valant au moins cinq milliards de dollars». Outre le cuivre et d'importants gisements de zinc, le complexe de Trepca présente aussi des réserves de cadmium, d'or et d'argent. Il possède plusieurs fonderies, 17 usines métallurgiques, une centrale électrique et la plus grosse usine de fabrication d'accumulateurs de la Yougoslavie. Le nord du Kosovo a également des réserves de charbon et de lignite évaluées à 17 milliards de tonnes.

Version française par [Horizons et Débats](#), 10 mars 2007.

Voir l'article en anglais :

[Dismantling Former Yugoslavia, Recolonizing Bosnia-Herzegovina, Administered in several doses since the 1980s, NATO-backed neo-liberal economic medicine has helped destroy Yugoslavia.](#), le 19 février 2002.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Global Research](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Global Research](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca